

## INSTRUCTION

N° 03-052-B1-E du 23 septembre 2003

NOR : BUD R 03 00052 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

### SEUILS EURO

#### ANALYSE

Mise à niveau des seuils à l'occasion du passage à l'euro. Modification de l'annexe 4 de l'instruction 01-123-E du 17 décembre 2001.

Date d'application : 15/07/2003

#### MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; EURO ; SEUIL ; RÉGISSEUR ; HÉRITIER ; INDIVISAIRE ;  
MANDATAIRE ; PORTEFORT ; CITÉ ADMINISTRATIVE ; GESTION

#### DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 01-123-E du 17 décembre 2001

#### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

#### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

ACT	RGP	PGT	TPGR	TPG	DOM	CRP	TGAP	TGE	TGCST	RF	T	SR
TOM	CSOM	CPE	CSE	EP	BA	CAS						

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*5<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 5C*

La circulaire du 30 mars 1989 relative à la simplification de la réglementation du paiement des dépenses publiques autorise les régisseurs à régler les dépenses d'un montant inférieur à cinq cents francs (500 F) sans avoir à demander un certificat de non-opposition.

L'instruction n° 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 (page 57) relative aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics a porté ce montant à 2 500 F.

L'objet de la présente instruction est de convertir le montant de 2 500 F à 380 € en modifiant l'instruction initiale n° 01-123-E du 17 décembre 2001 qui tenait compte du précédent plafond de 500 F (75 €).

Les dispositions contenues dans cette instruction ne sont pas applicables aux régies du secteur local. En effet, l'instruction codificatrice n° 98-037 ABM du 20 février 1998 n'autorise pas les régisseurs à régler des dépenses frappées d'oppositions.

Le tableau de la partie C, page 127, intitulée "Dépense publique" est donc remplacé par le tableau suivant :

#### ANNEXE N° 4 (suite et fin)

#### **C - DEPENSE PUBLIQUE**

Texte modifié	Nature de la mesure	Montants actuels en francs	Montants en euros (2002)
Instruction n° 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics	Plafond unitaire de dépense, en-deçà duquel le régisseur est dispensé de demander au comptable un certificat de non-opposition.	2 500	380
Circulaire du 30 mars 1989 relative à la simplification de la réglementation des dépenses publiques (JO du 08/06/1989).	Seuil maximum des paiements aux héritiers et indivisaires.	35 000	5 300
	Seuil maximum des paiements aux mandataires de droit commun.	35 000	5 300
	Seuil maximum des paiements aux promettants de porte-fort.	16 000	2 400
Instruction n° 01-53 A4 R du 18 juin 2001	Gestion des cités administratives : travaux d'aménagement et d'amélioration assimilés à des travaux de gros entretiens supportés par le compte de commerce dans la limite H.T. de (à compter du 10/09/2001).		90 000

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 5<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

BRUNO SOULIÉ

Directeur de la publication :  
Jean BASSERES

Impression : Imprimerie Nationale  
27, rue de la Convention - 75732 PARIS CEDEX

**ISSN : 0984 9114**